

**MARCHE PUBLIC DE
PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**ACCORD CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES « BATIMENTS »
POUR DES OPERATIONS IMMOBILIERES AU PROFIT DES SERVICES DE
L'ÉTAT ET DE CERTAINS ETABLISSEMENTS PUBLICS SITUES EN REGION
ILE-DE-FRANCE**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Relatif aux prestations de

Diagnostics techniques amiante, plomb et légionelle
Lot 6

Référence : DAE_2026_PI_execution

SOMMAIRE

Table des matières

Article 1 – NATURE – OBJET – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Préambule	4
1.2 Textes de références	4
1.3 Qualité environnementale et innovation.....	6
Article 2 – GENERALITES	6
2.1 Contenu des prestations	7
2.2 Processus de validation du maitre d’ouvrage	7
2.3 Réunions et visites – Levées d’inaccessibilité	7
2.4 Formats et supports informatiques :.....	8
2.5 Identification de tous les prélèvements.....	8
ARTICLE 3 – CONDITIONS D’INTERVENTION	8
3.1 Généralités	8
3.2 Documents et donnés fournis par le service bénéficiaire.....	9
3.3 Mode opératoire	9
3.4 Contraintes d’intervention	9
3.5 Sécurité.....	10
3.6 Travail en hauteur	10
3.7 Protection, réparation, remise en état et nettoyage des installations existantes.....	10
ARTICLE 4 – AMIANTE	11
4.1 Prescriptions relatives aux repérages	11
4.1.1 - PRESCRIPTION COMMUNES AUX MISSION DE REPÉRAGES DES MPCA (MATERIAUX OU PRODUITS Contenant de l’Amiante).....	11
4.1.2 – RÉALISATION D’UN DTA OU D’UN REPÉRAGE AVANT-VENTE – MISE À JOUR DU DTA.....	12
4.1.3 – REPÉRAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX – UO AAT1-1 A 1-7	13
4.1.4 – REPÉRAGE AMIANTE AVANT DÉMOLITION – UO AAT 2-1 A 2-7	14
4.2 Mesures d’empoussièrement – UO EA1-1 à EA1-4.....	14
4.2.1– TYPOLOGIE DES MESURES D’EMPOUSSIÈREMENT	14
4.2.2– MODALITÉS DE RÉALISATION.....	15
4.3 Examen visuel après travaux de retrait d’amiante – UO VIS1-1 à VIS1-3	16
4.3.1 – MÉTHODOLOGIE DE L’EXAMEN VISUEL AMIANTE	16
4.3.2 – MODALITÉS DE LA PREMIÈRE ÉTAPE DE L’EXAMEN VISUEL APRÈS DÉSAMANTAGE.....	16
4.3.3 – MODALITÉS DE LA DEUXIÈME ÉTAPE D’EXAMEN VISUEL APRÈS TRAVAUX	17
ARTICLE 5 – PLOMB.....	17
5.1 Constat de risque d’exposition au plomb (CREP) – UO PLB1-1.....	17
5.1.1 – MISSION DE REPERAGE CREP (CONSTAT RISQUE EXPOSITION PLOMB) -UO CEP1-1 A CEP1-7.....	18

5.1.2 – RAPPORT DE REPERAGE CREP	19
5.2 Repérage du plomb avant travaux ou démolition – UO PAT1-1 A PAT1-7 ET PAP1-1 A PAP1-2	19
5.2.1 - MISSION DE REPERAGE PLOMB AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION	19
5.2.2 RAPPORT DE REPERAGE PLOMB AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION	20
5.3 Mesures « LINGETTES » plomb – UO PLL1-1 à PLL1-3	20
5.3.1 – METHODOLOGIE	20
5.3.2 – RESULTATS D’ANALYSE	21
ARTICLE 6 – LEGIONELLE – UO PAL1-1 A PAL1-3.....	21
6.1 Méthode d’intervention.....	21
6.1.1 DEPLACEMENT.....	21
6.1.2 PRELEVEMENT	21
6.1.3 ANALYSES	22
6.2 Résultats et livrables	23
ARTICLE 7 – PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES (AMIANTE / PLOMB / LEGIONELLE) (BPU).....	23
7.1 Coût horaire / demi-journée / journée – UO 1 (BPU)	23
7.2 Moyen d’accès pour travaux en hauteur – UO 2 (BPU)	23
ARTICLE 8 – DELAI D’EXECUTION DES PRESTATIONS, LIVRABLES ET PENALITES ASSOCIEES ..	23

Article 1 – NATURE – OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet de définir les missions confiées au prestataire chargé de réaliser des diagnostics en matière de plomb, amiante et légionelle, et d'en déterminer les conditions d'exécution ainsi que les modalités techniques de mise en œuvre.

1.1 Préambule

L'accord-cadre a pour objet les prestations intellectuelles travaux sur des sites en Ile-de-France de : Contrôleur Technique, Coordination SPS, OPC, CSSI et conseil en SSI, Conducteur d'opération, Diagnostics, Géomètre Expert et Géomètre mesurage.

Les prestataires se verront confier des missions pour la réalisation d'opérations de construction ou de réhabilitations liées au patrimoine de l'Etat et de ses Etablissements publics.

Les prestations peuvent concerner des travaux de construction neuve comme de réhabilitation dans les domaines suivants :

- Logement,
- Tertiaire/commercial,
- Restauration,
- Stockage/archives,
- Laboratoire, enseignement-recherche,
- Socio-culturel,
- Equipements sportifs et de loisirs,
- Immeuble de Grande Hauteur (IGH) / Etablissement Recevant du Public (ERP) / Code du travail
- Immeubles classés ou inscrits au sens du Code du Patrimoine

Cette liste n'est pas exhaustive mais donnée à titre d'exemple.

Les projets concernés pour les réhabilitations peuvent être de plusieurs types :

- Travaux portant sur l'isolation des immeubles,
- Des investissements visant une moindre dépendance aux énergies fossiles,
- Les interventions pour améliorer le confort d'été privilégiant les travaux aux dispositifs passifs, limitant les expositions à la chaleur et en privilégiant la ventilation naturelle,
- Les travaux de gros entretien de renouvellement, la rénovation lourde des bâtiments présentant un enjeu énergétique lourde,
- Les travaux de réaménagements liés aux nouveaux modes de travail.

Sont exclus du présent accord-cadre :

- Les opérations de travaux pour des établissements pénitentiaires
- Les marchés des Etablissements soumis à des exigences de sécurité en termes d'accès et contrôle (personnels soumis à habilitation conformément à l'IGI n° 1300/SGDSN/PSE/PSD du 9 août 2021 sur la protection du secret de la défense nationale).

1.2 Textes de références

Sans que la liste n'ait un caractère limitatif, rappel des textes de références en la matière :

Dispositions réglementaires générales :

- Code du travail ;
- Code de la santé publique ;
- Code de la construction et de l'habitation ;
- Code de l'environnement.

Normes amiante

- Normes NF X 43-050 (Juillet 2021), qualité de l'air – Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission – Méthode indirecte ;
- Norme XP X 43-269, qualité de l'air, air des lieux de travail – Prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombre de fibres par les techniques de microscopie : MOCP, MEBA et META – Comptage par MOCP ;
- Norme NF X 46-020, repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- Norme NF X 46-010, traitement de l'amiante – référentiel technique pour la certification des entreprises – Exigences générales ;
- NF X 46-021, traitement de l'amiante dans les immeuble bâtis – examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante – Mission et méthodologie ;
- Norme NF EN ISO 16000-7, stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air et son guide d'application (GA X 46-033).

Normes plomb

- Norme NF X46-030, relative au diagnostic plomb – protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb ;
- NF X 46-035 relative à la recherche de plomb avant travaux dans les revêtements et matériaux et produits de construction ;
- Norme NF X46-031, relative au diagnostic plomb – méthodologie de mesure du plomb dans les poussières au sol.

Normes légionelle

- Arrêté du 1er février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire.
- Sur points de puisage à risques selon la norme FD T90-522.
- Prélèvement selon la Norme NFT 90-522.
- Arrêté du 30 novembre 2005 modifiant l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, des locaux de travail ou des locaux recevant du public.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. La liste présentée ci-dessus n'a pas de caractère d'exhaustivité. Le titulaire accepte au titre de leur mission de travailler en parfaite collaboration avec les autres intervenants dans l'acte de réhabilitation, de rénovation ou de construction.

Pour chaque opération, le titulaire doit, dans l'exécution des missions ci-après définies, tenir compte des contraintes propres au chantier à réaliser en milieu occupé ou libre. Les travaux impliqueront en effet une méthodologie de travail et des contraintes techniques particulières en

fonction de l'occupation du chantier. Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour la bonne réalisation des prestations objets de l'accord-cadre.

Le titulaire a la responsabilité du personnel et des moyens à mettre en œuvre pour la bonne réalisation des prestations faisant l'objet du présent lot. À l'occasion de chaque bon de commande, le titulaire organise les réunions nécessaires au lancement des prestations avec le bénéficiaire, représentant de la maîtrise d'ouvrage.

1.3 Qualité environnementale et innovation

Dans la limite des dispositions liées à la confidentialité de l'opération de travaux identifiée par le service bénéficiaire ; le titulaire met en œuvre les points suivants :

Numérique :

Le titulaire met en place une politique de Green IT dans le cadre de l'exécution du marché (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés).

L'utilisation d'un espace de travail collaboratif pour le partage d'information et de documentation est mise en place, limitant ainsi l'échange de mails et le volume des données échangées.

Reprographie :

En limitant les reprographies au strict minimum et à utiliser du papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié. En cas de recours à la reprographie, le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

Les documents livrables sont remis via un extranet sécurisé, suivant spécification du service bénéficiaire. Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

Il rend compte, à la demande de la personne publique, des actions réalisées afin de réduire son empreinte environnementale en matière :

- d'hébergement et de tri de données ;
- d'hébergement de sa plateforme de consultation en ligne ;

Déplacement :

Si la prestation comprend des déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord cadre, les déplacements à pied, avec des véhicules non motorisés ou en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique conformes aux normes en vigueur.

Article 2 – GENERALITES

Il est à noter que le maitre d'ouvrage peut se faire représenter par un assistant à maitre d'ouvrage pour tout ou partie de ses missions.

2.1 Contenu des prestations

Le présent CCTP porte sur les prestations suivantes :

- **Amiante (article 4)**

- o Réalisation d'un dossier technique amiante (DTA) ;
- o Un repérage amiante avant-vente ;
- o Complétude et mise à jour du DTA ;
- o Réalisation des contrôles périodiques ou ponctuels de l'état de conservation des matériaux amiantés identifiés dans les DTA (listes A et B) ;
- o Réalisation d'un repérage amiante avant travaux (RAAT) ;
- o Réalisation d'un repérage amiante avant démolition ;
- o Réalisation des mesures d'empoussièrement ;
- o Réalisation d'un examen visuel après travaux.

- **Plomb (article 5)**

- o Constat de risque d'exposition au plomb (CREP) ;
- o Réalisation d'un repérage plomb avant travaux ou démolition ;
- o Réalisation des mesures « lingettes » plomb.

- **Légionelle (article 6)**

- o Réalisation d'analyses permettant la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire.

Toutes les analyses dans le cadre des prestations doivent être effectuées par des laboratoires accrédités selon les normes en vigueur.

2.2 Processus de validation du maitre d'ouvrage

L'ensemble des livrables demandés au titre des missions décrites dans le présent CCTP est accepté via un ordre de service. Un même ordre de service peut accepter plusieurs livrables.

Le délai de réalisation des analyses est déterminé par le bon de commande (ou dans le dossier technique).

Tout manquement dans le respect de ses obligations et dans la remise des livrables suivant le calendrier prévisionnel expose le titulaire à des pénalités, telles que prévues au CCAP.

2.3 Réunions et visites – Levées d'inaccessibilité

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées, le titulaire du marché doit procéder, à la visite de tous les locaux identifiés par le référent de l'opération.

Il doit s'organiser pour visiter les locaux sensibles et/ou techniques en fonction des disponibilités des occupants/personnes pouvant donner accès aux locaux, en lien avec le donneur d'ordre ou l'accompagnateur désigné par celui-ci, comme indiqué par l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et à l'arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage. Il en va de même pour les diagnostics plomb, ceux-ci devant être exécutés dans les règles de l'art conformément au droit en vigueur applicable.

Si le titulaire n'est pas mis en mesure par le ou les service(s) bénéficiaire(s) concerné(s) d'accéder à un local fermé malgré ses demandes orales et écrites durant la période d'intervention prévue, il pourra demander à réaliser une visite complémentaire.

Cette visite complémentaire doit être programmée avec les agents disposant des accès à l'ensemble des locaux potentiellement fermés lors de la première période d'intervention.

Dans le cadre des missions du présent marché, aucune mention « non inspectée par défaut d'accessibilité » n'est acceptée.

2.4 Formats et supports informatiques :

Les livrables seront remis en dématérialisé sur plate-forme de téléchargement ou autre support suivant demande du bénéficiaire.

Le titulaire s'assure que les livrables sont exploitables par le service bénéficiaire et exempts de tout virus, cheval de troie, etc.

Les formats seront les suivants :

- format DWG + PDF pour les plans,
- format ODS et XLSX pour les tableaux,
- format ODT et DOCX pour les documents textes.

Le prix de cette prestation est compris dans les prix de base du BPU. Le cas échéant, le titulaire se fera préciser par le service bénéficiaire les formats de restitution attendus pour chaque commande.

2.5 Identification de tous les prélèvements

Conformément à la réglementation en vigueur, pour toutes les prestations objet du présent marché, tout échantillon destiné à constituer un prélèvement aux fins d'analyse doit être immédiatement étiqueté, référencé, avec les mentions adéquates, dans un contenant sécurisé et doté des pictogrammes signalant la nature de son contenu. Chaque prélèvement doit pouvoir être précisément identifié dans les rapports d'analyse qui suivront.

ARTICLE 3 – CONDITIONS D'INTERVENTION

3.1 Généralités

Les présentes généralités et modes opératoires s'appliquent à tous types de diagnostics commandés et réputés inclus dans les prix figurant en annexe et faisant l'objet des prestations commandées. Elles complètent et n'excluent pas le respect par le titulaire des normes et réglementations applicables.

Rappel sur les matériaux ciblés dans la liste de matériaux et produits de l'annexe A de la norme NF X 46- 020 :

1. Liste A

Les flocages, les calorifugeages et certains types de faux-plafonds, pouvant libérer des fibres d'amiante du seul fait de leur vieillissement.

2. Liste B

Les matériaux tels que les plaques d'amiante-ciment, les dalles de sol en vinyle amiante ou les conduits de vides ordures, dans lesquels l'amiante est lié à un autre matériau solide, pour lesquels le risque de dispersion des fibres intervient notamment à l'occasion de travaux.

La liste B actuelle est une reprise de l'ancienne liste à laquelle ont été ajoutés des éléments extérieurs à rechercher : toitures, bardages, façades légères et conduits en toiture et façade.

Le repérage complémentaire des éléments de la liste B qui ne figuraient pas dans l'ancienne liste doit être effectué :

- Lors de la mise à jour du DTA ;
- Avant tous travaux impactant les matériaux de la liste B ;
- À l'occasion des prochaines évaluations de l'état de conservation des matériaux de la liste A ;
- Au plus tard dans les 9 ans à compter de la d'entrée en vigueur du décret du 3 juin 2011, soit avant le 3 juin 2020.

3. Liste C

Les matériaux et produits contenant de l'amiante à repérer avant une démolition, étant rappelé que cette liste n'est pas exhaustive, comme rappelé à l'article 4 de l'arrêté du 26 juin 2013.

3.2 Documents et données fournis par le service bénéficiaire

À la survenance du besoin, un dossier technique est joint au bon de commande et comprend :

- La liste des immeubles ou parties d'immeubles bâtis concernés ;
- Les plans à jour de l'immeuble bâti. À défaut, il transmet des croquis comprenant à minima les surfaces et la schématisation des niveaux ou des plans d'évacuation ;
- L'historique du bâtiment (date de construction, modification, réhabilitation, destination des locaux actuelle et passée) ;
- Les rapports concernant les recherches d'amiante, si elles ont déjà été faites par le passé et le DTA à sa disposition ;
- Dans le cadre d'un repérage avant travaux ou avant démolition, transmet le programme des travaux (ou projet cible).

3.3 Mode opératoire

Le titulaire joint à sa proposition les modes opératoires tels que définis à l'article R4412-145 du Code du travail pour chaque processus susceptible d'être mis en œuvre lors de la mission.

Le niveau d'empoussièrement de chaque processus doit être justifié. Les dispositifs de protection mis en place sont détaillés en particulier pour la protection des surfaces en milieu intérieur.

3.4 Contraintes d'intervention

Le service bénéficiaire se réserve le droit de définir des contraintes d'intervention. Le titulaire doit prendre en compte les différentes zones suivantes, sans que la liste soit exhaustive :

- Zones concernées par une activité et/ou passage permanent ;

- Zones de bureaux ;
- Zones en occupation 24/24h ;
- Zones extérieures (parking ouvert, toitures comprises) ;
- Zones techniques (chaufferies, vide sanitaire, locaux techniques CVC, sécurité incendie, machineries ascenseurs et monte-charges, ...) ;
- Zones sensibles et militaires
- Parkings couverts.

En fonction des zones de l'activité, les mesures compensatoires suivantes doivent être prises :

- Le cas échéant, calfeutrement étanche des zones d'intervention afin de gérer le risque de pollution par émission non contrôlée de fibres d'amiante ;
- Protection des matériels non évacuables ;
- Gestion des nuisances sonores par adaptation des heures de travail en fonction des zones ;
- Intervention en horaires décalés (de « nuit », le samedi, le dimanche et les jours fériés) pour les zones particulièrement sensibles et dont l'activité ne peut être transférée.

En fonction des contraintes d'intervention, le service bénéficiaire peut refuser l'accès à un site à une personne qui ne répondrait pas préalablement aux règles de sécurité ou aux conditions d'accès au site.

3.5 Sécurité

En application des articles R4512-6 et suivants du Code du travail, un plan de prévention doit être établi préalablement à la visite. Les risques étant propres à chaque site, le titulaire prend l'attache des responsables des services techniques ou des sites bénéficiaires concernés, pour l'établissement du plan de prévention.

3.6 Travail en hauteur

Par dérogation à l'article 4.3.2 de la norme NF X 46-020, le titulaire doit disposer de tous les équipements nécessaires à la bonne exécution de sa mission. Cela inclut les moyens de levage spécifiques et appropriés pour accéder aux zones en hauteur standards (jusqu'à 3,50 mètres de hauteur). Le titulaire utilisera et mettra en œuvre ces équipements dans le cadre du plan de prévention.

Lors de la visite de reconnaissance, l'opérateur identifie les moyens d'accès particuliers qui lui sont nécessaires (plate-forme individuelle roulante/légère, échafaudage roulant, nacelles autoportées, etc.). Dans le cas où ils nécessitent une location auprès d'un tiers ou occasionne des frais de mise à disposition ou de manipulation, un devis est établi à la charge du bénéficiaire. Les frais ainsi générés s'ajoutent, le cas échéant, au montant de la prestation.

3.7 Protection, réparation, remise en état et nettoyage des installations existantes

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions pour la protection des existants (bâchage des matériels sensibles, sas de sécurité, etc.).

Les éventuelles réparations remises en état ou ajouts de matériaux nécessaires suite à la réalisation d'investigations approfondies destructives sont à la charge du titulaire. Il a pour obligation de restituer les lieux ou matériels dans le même état de conservation avant son arrivée.

Le titulaire procède à la remise en place et au remontage des ouvrages ou parties d'ouvrage qu'il a lui-même déplacés ou démontés (hors parties endommagées lors des investigations destructives). Hors prélèvement destructifs préalablement autorisés par le service bénéficiaire, tous les dégâts ou interruptions de service qui peuvent résulter de la faute du titulaire sont réparés à ses propres frais.

À défaut d'exécution rapide de ces réparations et après mise en demeure restée sans effet, le service bénéficiaire peut les faire exécuter aux frais du titulaire. Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour le nettoyage et l'évacuation des déchets qu'il a générés.

Le nettoyage est exécuté avec un aspirateur à filtre à « très haute efficacité » (THE). La zone d'intervention est stabilisée au moyen d'un produit permettant la fixation des fibres éventuellement résiduelles afin d'éviter toute propagation des poussières générés lors des sondages et prélèvements.

Les déchets liés à l'intervention (EPI, filtres polyane, etc.) sont de la responsabilité du titulaire. La prise en charge financière du traitement de ces déchets est incluse dans les prix de la mission.

ARTICLE 4 – AMIANTE

Les mesures peuvent devoir s'inscrire dans le cadre d'intervention en horaires décalés et/ou urgences. Dans ce cas, le service bénéficiaire le précise dans sa commande. Celle-ci intègre une majoration telle que prévue à l'annexe financière (UO MAJ2-1 et MAJ2-2).

4.1 Prescriptions relatives aux repérages

Toutes les prestations objet du présent article intègrent un examen visuel après réalisation de la prestation. Celui-ci est confirmé par le titulaire dans le rapport afférent.

4.1.1 - PRESCRIPTION COMMUNES AUX MISSION DE REPÉRAGES DES MPCA (MATERIAUX OU PRODUITS Contenant de l'Amiante)

La mission est conduite conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

La mission de repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante (MPCA) comprend différentes étapes consécutives :

- Préparation de la mission de repérages ;
- Inspection visuelle ;
- Sondage ;
- Prélèvement ;
- Analyse des échantillons ;
- Rapport de repérages ;
- Complément de mission (le cas échéant).

a) Préparation de la mission de repérage

Le titulaire doit :

- S'assurer qu'il dispose de plans ou de croquis de repérage correspondant à l'étendue de sa mission.

- Examiner les rapports de mission de repérages ou diagnostics existants et déterminer les actions nécessaires pour assurer la cohérence de l'ensemble des recherches et le récolement des résultats.
- Effectuer une visite de reconnaissance préalable. Pour les repérages amiante avant travaux et repérages avant démolition, la visite de reconnaissance est effectuée suffisamment en amont de l'inspection visuelle afin de permettre au service bénéficiaire de préparer les moyens d'accès nécessaires ainsi que les investigations qui ne pourraient être réalisées par le titulaire par ses propres moyens. À défaut, le titulaire ne peut se prévaloir du tarif supplémentaire prévu au BPU pour la levée d'inaccessibilité.
- Pour les rapports de repérages avant travaux, analyser le programme détaillé des travaux fournis par le service bénéficiaire afin de déterminer le périmètre et le programme de repérage.

b) Cas particuliers des enrobés bitumineux

Dans le cas d'un repérage porté sur un enrobé bitumineux (voirie), les prélèvements et analyses effectués par le titulaire permettront de détecter la présence ou non d'amiante. Si l'analyse se révèle positive, le titulaire procédera à la recherche par analyse d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).

4.1.2 – RÉALISATION D'UN DTA OU D'UN REPÉRAGE AVANT-VENTE – MISE À JOUR DU DTA

Pour les immeubles dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997, le décret du 3 juin 2011 impose au propriétaire la réalisation et la mise à jour d'un dossier technique amiante (DTA) par un opérateur certifié.

a) Réalisation d'un dossier technique amiante (DTA) ou d'un repérage avant-vente – UO DTA 1-1 à 1-7

Le DTA porte sur la recherche systématique de présence d'amiante dans les matériaux des listes A et B, visibles et accessibles sans perçage, démontage ou destruction, et dans des matériaux rigides et semirigides.

Il comprend notamment deux à trois types de prestations :

- La visite du site et l'examen visuel de toutes les pièces ;
- Les prélèvements et analyses éventuels d'échantillons, ainsi que la réalisation de sondages ;
- La réalisation éventuelle d'investigations approfondies, normalement de type « non-destructive ».

Concernant l'élaboration du dossier technique amiante, afin que ce document soit complet, il est nécessaire que ce dossier soit exhaustif et contienne tous les éléments décrits à l'article R 1334-29-5 du Code de la santé publique.

Le titulaire remet, en plus de son rapport, un tableau sous forme de tableur recensant, pour chaque immeuble ou partie d'immeuble concernée, les informations suivantes : nature et quantité estimée de chaque composant amiantés repérés, état de conservation et préconisations, localisation précise. Le format du tableau sera précisé par le service bénéficiaire.

b) Mise à jour du DTA – UO DTA 2-1 à 2-7

Le service bénéficiaire remet au titulaire une copie complète du DTA.

Suite à la mise à jour du DTA, le titulaire remet, en plus de son rapport, un tableau sous forme de tableur recensant, pour chaque immeuble ou partie d'immeuble concernée, les informations suivantes : nature et quantité estimée de chaque composant amianté repérés, état de conservation et préconisation, localisation précise. Le format du tableau sera précisé par le service bénéficiaire.

La mission est effectuée dans les mêmes conditions que pour la réalisation du DTA.

L'objectif est notamment d'effectuer la remise à jour complète du DTA, intégrant notamment :

- Le repérage complémentaire prévu à l'article 4 du décret n°2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- L'évolution périodique de l'état de conservation des matériaux amiantés (point développé ci-dessous) ;
- Après chaque repérage avant travaux ;
- Les travaux réalisés dans l'immeuble depuis la dernière mise à jour du DTA.

Evolution périodique de l'état de conservation des matériaux amiantés :

L'objectif est d'effectuer une visite d'examen périodique de l'état de conservation des MPCA des listes A et B recensés dans le DTA. La prestation comprend une réunion préalable avec le service bénéficiaire pour consultation du DTA, une inspection visuelle de l'ensemble des matériaux contenant de l'amiante recensés dans le DTA et l'établissement du rapport.

Il est rappelé que les conclusions doivent être formulées clairement et sans ambiguïté. Elles doivent indiquer les résultats du contrôle, en termes d'obligations réglementaires et en termes de préconisation de sécurité. De manière concomitante avec la production du rapport, le titulaire met à jour le DTA existant.

Dans l'hypothèse où, au cours de l'inspection visuelle, le titulaire identifie de matériaux et composants susceptibles de contenir de l'amiante non-mentionnés au DTA, il en informe le service bénéficiaire.

c) Mise à jour du DTA limitée à un repérage complémentaire ou à l'évaluation de l'état de conservation des MPCA – UO DTA 2-8 à 2-9

Il est procédé aux mêmes prestations que ci-dessus mais uniquement pour la partie de repérages complémentaire qui a été effectué en sus de l'initiale.

4.1.3 – REPÉRAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX – UO AAT1-1 A 1-7

L'objectif est entre autres de connaître la présence d'amiante dans les composants concernés par des travaux programmés. Le titulaire effectue les investigations nécessaires à l'établissement du rapport de repérage de l'amiante avant travaux, sur le périmètre des travaux projetés. La mission comprend, outre les éléments communs à l'ensemble des missions de repérages, les éléments suivants :

- Examen du programme détaillé des travaux remise par le service bénéficiaire ;
- Remise d'un programme de repérage pour information au service bénéficiaire ;

- La mise à jour du DTA, incluant la production d'une fiche récapitulative même en l'absence de nouveau matériau contenant de l'amiante.

4.1.4 – REPÉRAGE AMIANTE AVANT DÉMOLITION – UO AAT 2-1 A 2-7

Il s'agit de faire réaliser, préalablement à des travaux de démolition dans un bâtiment, un repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante.

Conformément à l'article R.111-45 du Code de la construction et de l'habitation, le maître d'ouvrage d'une opération de démolition de bâtiment réalise un diagnostic portant sur les déchets issus de ces travaux dans les conditions suivantes :

- a- Préalablement au dépôt de la demande de permis de démolir si l'opération y est soumise ;
- b- Préalablement à l'acceptation des devis ou à la passation des marchés relatifs aux travaux de démolition dans les autres cas.

Le diagnostic mentionné à l'article R. 111-45 du Code de la construction ci-dessus mentionné fournit la nature, la quantité et la localisation dans l'emprise de l'opération de démolition :

- Des matériaux, produits de construction et équipements constitutifs des bâtiments ;
- Des déchets résiduels issus de l'usage et de l'occupation des bâtiments.

Ce diagnostic fournit également :

- Les indications sur les possibilités de réemploi sur le site de l'opération ;
- L'estimation de la nature et de la quantité des matériaux qui peuvent être réemployés sur le site ;
- À défaut de réemploi sur le site, les indications sur les filières de gestion des déchets issus de la démolition ;
- L'estimation de la nature et de la quantité des matériaux issus de la démolition destinés à être valorisés ou éliminés.

Le diagnostic est réalisé suite à un repérage sur site.

4.2 Mesures d'empoussièrement – UO EA1-1 à EA1-4

4.2.1– TYPOLOGIE DES MESURES D'EMPOUSSIEREMENT

Les mesures commandées dans le présent CCTP sont les mesures environnementales susceptibles d'être commandées par le service bénéficiaire en tant que propriétaire, occupant ou maître d'ouvrage.

Les mesures sont réalisées conformément à l'arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis.

Mesures d'empoussièrement dans l'utilisation normale des locaux

Ces mesures ont pour but l'établissement de la concentration de l'air en fibres d'amiante liée à la surveillance périodique des flocages, calorifugeages et faux-plafonds ou des matériaux relevant de la liste B ainsi que les mesures d'empoussièrement requises en application des articles du Code de la santé publique.

Mesures d'empoussièrement faisant suite à un incident

Ces mesures ont pour but l'établissement de la concentration de l'air en fibres d'amiante liée à un incident affectant un matériau amianté (dégradation accidentelle, choc, etc.).

Mesures d'empoussièrement liés à la réalisation de travaux intérieurs

Ces mesures ont pour but l'établissement de la concentration de l'air en fibres d'amiante dans le cadre de la gestion de travaux intérieurs liés à l'amiante.

Mesures d'air extérieur

Ces mesures environnementales ont pour but l'établissement de la concentration de l'air en fibres d'amiante liée notamment à la gestion de travaux de traitement d'amiante ou à la présence de terrains amiantifère.

4.2.2– MODALITÉS DE RÉALISATION

Ces mesures peuvent devoir s'inscrire dans le cadre d'intervention en horaires décalés et/ou urgences. Dans ce cas, le service bénéficiaire le précise dans sa commande. Celle-ci intègre une majoration telle que prévue au BPU.

a) Stratégie d'échantillonnage

Préalablement à l'établissement du bon de commande, le titulaire indique au service bénéficiaire le nombre de prélèvement de chaque type à effectuer en application de la stratégie d'échantillonnage définie par la norme NF EN ISO 16000-7 d'août 2007.

Si le bon de commande/dossier technique ne précise pas le type de mesure demandé, le titulaire choisit celui approprié par rapport à l'objectif recherché.

Le service bénéficiaire transmet une expression de besoins au titulaire incluant le type de mesure d'empoussièrement et le périmètre d'intervention. Suite à cette demande, le titulaire édite un devis en correspondance avec le BPU. Le devis est validé avant toute intervention du titulaire sur site.

Le titulaire indique par la suite le choix des lieux de prélèvements.

b) Méthodes de mesures en fonction de la typologie

- Les mesures relatives à l'utilisation normale des locaux ;
- Les mesures faisant suite à un incident, sauf en cas d'évacuation ;
- Les mesures « point zéro » ;
- Les mesures dans les locaux maintenus en, activité pendant travaux.

Elles sont réalisées pendant des périodes représentatives de l'activité, dont les périodes d'activité maximale, et dans des conditions normales d'utilisation des locaux (notamment en ce qui concerne les conditions de chauffage et de ventilation).

Pour les locaux non maintenus en activité ou occasionnellement visités, les prélèvements sont réalisés avec simulation de l'occupation humaine.

Les mesures d'empoussièrement faisant suite à des travaux, avant restitution des locaux, sont réalisées dans des conditions normales d'utilisation des locaux (notamment en ce qui concerne les conditions de chauffage et de ventilation) et simulation de l'occupation humaine.

Dans le cas où le titulaire rencontrerait une difficulté entraînant l'impossibilité de réaliser les prélèvements demandés, il en avise sans délai le service bénéficiaire.

c) Analyse et rapport

L'analyse des mesures intègre le comptage des fibres longues (fibres OMS) et fines d'amiante (FFA). Sur demande du service bénéficiaire, l'analyse des mesures inclut en outre le comptage des fibres courtes d'amiante (FCA). Le service bénéficiaire précise, le cas échéant, les mesures d'empoussièrement commandées concernées par cette demande.

En cas de demande relative au comptage des FCA, le rapport d'analyse fait apparaître de manière distincte les résultats obtenus pour ces fibres (nombre d'ouvertures de grilles observées, sensibilité analytique, nombre de fibres comptées et valeur finale en nombre de fibres d'amiante par litre d'air, type amiante).

Les chiffrages des analyses se positionnent dans les UO AN1-1 à AN1-6 et UO HAP1-1 et HAP1-3 de l'annexe financière.

4.3 Examen visuel après travaux de retrait d'amiante – UO VIS1-1 à VIS1-3

L'objectif est de vérifier que le retrait des composants contenant de l'amiante de la liste A et B a été effectué comme prévu au programme de travaux de retrait d'amiante.

À l'issue des travaux de retrait de l'amiante, le titulaire procède notamment à la visite des zones de travaux afin d'effectuer l'examen visuel des zones traitées incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées, Code de la santé publique R1334-29-3.

4.3.1 – MÉTHODOLOGIE DE L'EXAMEN VISUEL AMIANTE

L'examen visuel est réalisé conformément à la norme NF X 46-021, pour chaque zone traitée, à l'issue des travaux de désamiantage.

L'examen visuel se déroule en deux phases s'intégrant dans le processus de réception des travaux de retrait des MPCA de la liste A et B :

- La première étape a lieu avant dépose du confinement et avant réalisation des mesures d'empoussièrement « de première restitution, dite libératoire ». À l'issue de cette étape, l'entreprise de travaux doit remédier aux remarques émises par le titulaire sur toute la zone de retrait ;
- Si la première étape a permis de déclarer la zone de désamiantage conforme avec ou sans remarques, la deuxième étape a lieu après dépose du confinement. La deuxième étape est effectuée par le même technicien, sauf impossibilité dûment justifiée.

4.3.2 – MODALITÉS DE LA PREMIÈRE ÉTAPE DE L'EXAMEN VISUEL APRÈS DÉSAMANTAGE

L'examen visuel est effectué après autocontrôle du titulaire du résultat de la mesure d'empoussièrement. Une visite globale initiale porte sur la totalité de la zone de retrait, visant à déceler la présence de résidus tels que fragments ou débris de flocage.

Si le titulaire estime que le nettoyage ou le retrait n'est pas achevé, il conclut directement sur la non-conformité à cette étape.

a) Méthode de l'intervention

L'examen visuel doit, sauf impossibilité technique, être réalisé en lumière rasante, à l'aide d'une torche à forte luminosité.

Si la vision directe n'est pas possible, un miroir ou tout autre outil de vision indirecte doit être utilisé.

b) Procès-verbal de visite

Pour permettre de traiter immédiatement les reprises nécessaires, et éviter de stopper un chantier en l'attente du constat, un procès-verbal de visite peut être communiqué immédiatement à l'entreprise en charge des travaux à la fin des prestations. Le procès-verbal de visite ne se substitue pas au constat.

c) Constat de la première étape de l'examen visuel

Le titulaire remet un constat de la première étape d'examen visuel au service bénéficiaire qui le transmet au maître d'œuvre et à la société ayant réalisé les travaux de retrait des matériaux et produits contenant de l'amiante.

4.3.3 – MODALITÉS DE LA DEUXIÈME ÉTAPE D'EXAMEN VISUEL APRÈS TRAVAUX

a) Conditions d'intervention

La seconde étape de l'examen visuel est effectuée dans les conditions suivantes :

Le service bénéficiaire ou l'entreprise de désamiantage transmet au titulaire une attestation ou un rapport de levée des éventuelles réserves.

Après réception de ce document, le technicien d'examen visuel vérifie sur site la levée des éventuelles remarques lors de la première étape de l'examen visuel. Une visite générale porte sur toute la zone de retrait, visant à valider que le nettoyage de la zone a été effectué, en particulier des surfaces découvertes suite à la dépose du confinement.

b) Rapport d'examen

Le titulaire remet un rapport d'examen visuel au service bénéficiaire qui le transmet à l'entreprise ayant réalisé les travaux de retrait des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Le titulaire met également à jour le DTA et la fiche récapitulative.

En cas de non-conformité(s) relevée(s) au cours de la deuxième étape de l'examen visuel, la zone de retrait examinée est déclarée non conforme.

ARTICLE 5 – PLOMB

Les mesures peuvent devoir s'inscrire dans le cadre d'intervention en horaires décalés et/ou urgences. Dans ce cas, le service bénéficiaire le précise dans sa commande. Celle-ci intègre une majoration telle que prévue à l'annexe financière (UO MAJ2-1 et MAJ2-2).

5.1 Constat de risque d'exposition au plomb (CREP) – UO PLB1-1

Dans le cadre d'une cession ou de l'exploitation d'un bien immobilier à usage d'habitation (ou en partie) dont le permis de construire a été délivré avant le 01/01/1949 la réalisation de CREP est obligatoire.

Rappel

- Si la présence de plomb est constatée dans des concentrations supérieures au seuil de 1 mg/cm², la durée de validité du CREP est de 6 ans pour les logements mis en location et de 1 an pour les logements mis en vente.
- Il n'y a pas d'obligation réglementaire de réaliser un CREP dans les locaux en location qui ne sont pas à usage d'habitation et dans les parties communes d'un bâtiment qui ne possède aucuns locaux à usage d'habitation.

Sauf cas exceptionnel, l'organisation d'une visite préalable de reconnaissance est recommandée afin que la recherche soit optimisée. Elle comprend :

- la prise en charge et l'ouverture du dossier ;
- la visite préalable de reconnaissance ;
- la fourniture du mode opératoire ;
- la remise du compte-rendu de visite.

5.1.1 – MISSION DE REPERAGE CREP (CONSTAT RISQUE EXPOSITION PLOMB) -UO CEP1-1 A CEP1-7

La recherche des revêtements contenant du plomb vise à identifier et localiser les revêtements susceptibles de libérer des poussières ou des écailles de plomb en cas d'agression mécanique résultant de l'usage des locaux (chocs et frottements) ou générées à l'occasion d'opérations d'entretien et de maintenance.

Les revêtements susceptibles de contenir du plomb sont :

- Les peintures ;
- Les vernis ;
- Les revêtements muraux composés d'une feuille de plomb contrecollée sur du papier à peindre ;
- Le revêtement au plomb laminé servant à l'étanchéité de balcons et appuis de fenêtres ;
- Les enduits.

Cette liste est donnée à titre d'exemple et n'est donc pas exhaustive.

À l'issue de ce repérage, l'état de dégradation et les éventuels facteurs de dégradation du bâtiment sont présentés pour tous les revêtements identifiés.

Les missions de repérage des revêtements et matériaux contenant du plomb, sont décrites comme suit :

1. Le titulaire procède à une inspection visuelle afin d'identifier les composants et la construction, et d'inspecter les revêtements et matériaux susceptibles de contenir du plomb.
2. L'opérateur dresse la liste des unités de diagnostic identifiées. Il est entendu par unité de diagnostic, « un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement ».
3. Le cas échéant, le titulaire réalise les mesures de plomb avec un appareil à fluorescence X afin d'en vérifier l'homogénéité et l'étendue.
4. Des prélèvements de revêtements (peinture uniquement) peuvent être envisagés dans les cas décrits dans le §9.4 de la norme NF X46-030, diagnostic plomb – protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb.

5. Les analyses des échantillons de produits et matériaux sont réalisées par un laboratoire accrédité, conformément à la norme NF X46-031, diagnostic plomb – analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb.

5.1.2 – RAPPORT DE REPERAGE CREP

A l'issue des repérages, le titulaire doit :

- Un rapport détaillé de Constat du Risque d'Exposition au Plomb pour les parties communes ;
- Un rapport détaillé de Constat du Risque d'Exposition au Plomb par partie privative.

Pour chacun des rapports de mission de Constat du Risque d'Exposition au Plomb, celui-ci comporte au minimum les informations suivantes :

- Présentation générale de l'ouvrage ;
- Localisation précise des mesures, des points de prélèvements sur plan ;
- Localisation précise des composants ou parties de composants inspectés comme ceux qui n'ont pu l'être ;
- Résultats des mesures (rapport d'essai à disposition des organismes de prévention et des occupants) ;
- Conclusions devant présenter le classement de chaque unité de diagnostics, recouverte d'un revêtement ayant fait l'objet de mesures, en fonction de la concentration au plomb et de la nature des dégradations ;
- Propositions des recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes et des mesures correctives éventuellement en fonction des résultats.

Le rapport avec cartographie indiquant la situation des revêtements contenant du plomb est établi pour les parties communes ou pour chaque logement conformément à l'annexe C de la norme NF X46-030 « Diagnostic plomb – Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb ».

5.2 Repérage du plomb avant travaux ou démolition – UO PAT1-1 A PAT1-7 ET PAP1-1 A PAP1-2

Conformément à l'article L4531-1 du Code du Travail, le maître d'ouvrage est tenu de réaliser une évaluation des risques et définir dès la phase de conception les moyens de préventions pour les travaux qu'il projette.

Des études ont démontré que le plomb se trouve dans des revêtements avec des concentrations significatives même pour des bâtiments dont le permis de construire a été délivré postérieurement à 1949.

Le risque d'exposition étant présent, le maître d'ouvrage est tenu de réaliser un diagnostic plomb avant travaux ou démolition.

Le diagnostic plomb avant travaux est relativement similaire aux préconisations requises dans le CREP, à la différence où le repérage doit porter sur les revêtements mais aussi sur les matériaux susceptibles d'être en plomb, impactés par le programme de travaux.

5.2.1 - MISSION DE REPERAGE PLOMB AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION

La mission de repérage plomb avant travaux ou démolition a pour but, en complément des dispositions prévues dans le CREP, de prendre en considération les points suivants :

- Seules les unités de diagnostics impactées par ces travaux font l'objet d'un repérage ;
- Identification des revêtements ainsi que les matériaux en plomb impactés par les futurs travaux ;

- Identification des locaux, zones, revêtements, matériaux et des unités de diagnostics en fonction de la nature et de la localisation des travaux à effectuer ;
- Il faut ajouter aux revêtements identifiés par le CREP, les potentiels revêtements derrière les faïences ainsi que les matériaux contenant du plomb métalliques (canalisation d'eau, nappe isolante, revêtements d'étanchéité en plomb : tables, couvre-joints...) s'ils sont impactés par les travaux envisagés.

5.2.2 RAPPORT DE REPERAGE PLOMB AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION

À l'issue de ses études, le titulaire doit établir son rapport de mission et celui-ci comporte au minimum les informations suivantes :

Les unités de diagnostic présentant du plomb doivent être clairement identifiables.

Il conviendra de mettre en place un code couleur afin de présenter les concentrations entre [0,6 à 0,99 mg/cm²] et [>1 mg/cm²].

Le titulaire de repérage n'a pas à se prononcer sur le niveau de risque que représentent les valeurs mesurées ou les constats visuels effectués.

En effet, dans le cas de travaux, c'est aux entreprises intervenantes de choisir la technique d'intervention la moins polluante et de définir les mesures de prévention des risques et d'hygiène adaptées à chaque situation de travail face à la problématique plomb.

5.3 Mesures « LINGETTES » plomb – UO PLL1-1 à PLL1-3

Dès lors que la prestation de diagnostic a lieu dans un espace dédiée à des enfants mineurs ou sur demande particulières du maître d'ouvrage, une prestation de mesures « lingettes » plomb peut être réalisée. Le titulaire peut faire la demande de prestation de mesures « lingettes » plomb sur justifications étayées.

Rappel :

Les contrôles après (et avant) travaux prévus à l'article L.1334-8 du Code de la Santé Publique comprennent :

- Une inspection des lieux permettant de vérifier la réalisation des travaux prescrits ;
- Une analyse de poussières prélevées sur sol permettant de mesurer le niveau de contamination des locaux.

Ces prélèvements peuvent servir de comparatif avant et après une opération de nettoyage, par exemple, pour vérifier qu'un matériau ou matériel a été pollué ou pas.

5.3.1 – METHODOLOGIE

Les prélèvements de poussières sont réalisés au moins 48 heures après le nettoyage des surfaces à l'issue des travaux. Un échantillon de poussière est prélevé dans chaque local traité (conformément à l'arrêté du 12/05/2009).

Le prélèvement au sol est effectué par essuyage d'une surface d'un dixième de mètre carré à l'aide d'une lingette humidifiée ne contenant ni détergent, ni plomb.

La lingette est passée sur la surface délimitée au moins deux fois, dont la seconde perpendiculairement à la première, et ce en utilisant au fur et à mesure chaque face de la lingette afin de recueillir le maximum de poussière.

Les analyses sont réalisées par le laboratoire accrédité COFRAC et selon la norme NF X-46-032, le plomb des poussières est dosé après extraction acido-soluble. Les résultats sont exprimés en microgrammes par mètre carré de surface ($\mu\text{g}/\text{m}^2$).

5.3.2 – RESULTATS D'ANALYSE

Un rapport de synthèse présentant la totalité des résultats de mesures de concentration surfacique en poussières de plomb, est fourni à l'appui de la prestation.

Ce rapport détaillé de mesure comporte au minimum les informations suivantes :

Présentation générale de l'ouvrage ;

- Localisation précise des mesures de concentrations et des points de prélèvements sur plan ;
- Localisation précise des composants ou parties de composants inspectés comme ceux qui n'ont pu l'être ;
- Résultats des mesures de concentration surfaciques (rapport d'essai à disposition des organismes de prévention et des occupants) ;
- Conclusions devant présenter le classement de chaque unité de diagnostic, ayant fait l'objet de mesures, en fonction de la concentration en plomb et de la nature des dégradations (valeur limite supérieure de concentration surfacique des poussières au sol : $1000\mu\text{g}/\text{m}^2$) ;
- Propositions des recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes et des mesures correctives éventuellement en fonction des résultats.

ARTICLE 6 – LEGIONELLE – UO PAL1-1 A PAL1-3

Les mesures peuvent devoir s'inscrire dans le cadre d'intervention en horaires décalés et/ou urgences. Dans ce cas, le service bénéficiaire le précise dans sa commande. Celle-ci intègre une majoration telle que prévue à l'annexe financière (UO MAJ3-1 et MAJ3-2).

6.1 Méthode d'intervention

Les interventions du prestataire portent sur :

- Le déplacement sur site et la réalisation des opérations de prélèvements,
- L'analyse des échantillons sur les paramètres déterminés,
- La transmission des résultats et des informations associées (conditions de mesure, etc.).

6.1.1 DEPLACEMENT

Des prélèvements dans différents établissements pourront être réalisés lors d'un même déplacement dès lors que les conditions suivantes sont respectées :

- pas de contrainte particulière qui s'oppose aux choix des dates pour les prélèvements concernés, que ce soit lié à la réglementation ou à la décision de l'inspection ;
- pas de biais possibles sur les résultats des analyses par rapport aux conditions de prélèvements, de stockage temporaire et de transport des échantillons.

6.1.2 PRELEVEMENT

Les prélèvements sont réalisés par un opérateur formé à cet effet, au point du prélèvement fixé par l'exploitant et repéré par un marquage conformément aux arrêtés ministériels du 14 décembre 2013 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la

déclaration et de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Lors du prélèvement, le bon de commande doit pouvoir être présentée à l'exploitant/gestionnaire du site à sa demande.

Un prélèvement est réalisé pour chaque installation de refroidissement (1 prélèvement par circuit en fonctionnement) spécifiée dans la commande. Tout défaut de marquage du point de prélèvement sera signalé dans le rapport des résultats. Les normes et conditions particulières spécifiées dans la fiche de consultation sont respectées. Respecter le caractère inopiné est important pour s'assurer de l'objectivité et de la représentativité du contrôle, il est toutefois nécessaire que les consignes de sécurité des sites soient connues et respectées. Un contact à cette fin avec le service bénéficiaire pourra être demandé sans annoncer la date du contrôle.

6.1.3 ANALYSES

Le prestataire préleveur transmet au laboratoire les remarques éventuelles issues des opérations de prélèvement.

Les analyses doivent être réalisées selon les normes applicables, en particulier conformément aux dispositions de la Norme NFT 90431.

Selon les articles 26.I.3.d et 3.7.I.3.d des arrêtés ministériels du 14 décembre 2013, les résultats des analyses de légionelles doivent être présentés selon la norme NF T90-431 amendée, avec mention des différents éléments suivants :

- toutes les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon (cf. ci-dessous)
- les résultats et commentaires exprimés sous la forme indiquée au chapitre 9 de la norme
- tout détail opératoire non prévu dans la norme ainsi que les incidents susceptibles d'avoir agi sur les résultats
- la référence à la présente norme
- les informations relatives au prélèvement et aux traitements éventuels (indications rendues obligatoires par les arrêtés ministériels)

Les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon sont spécifiées par les arrêtés ministériels :

- coordonnées de l'installation
- date, heure de prélèvement, température de l'eau
- date et heure du début d'analyse
- nom du préleveur présent
- référence et localisation des points de prélèvement (et pas seulement du circuit)
- aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt
- pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu de prélèvement
- nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible des produits de traitements (biocides, anticorrosion, ...)
- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécules) et dosage des produits injectés.

En cas d'évolution des normes applicables, le titulaire se doit de s'y conformer dans les conditions du présent marché.

L'analyse légionelle comporte systématiquement : la recherche, le dénombrement et l'identification de legionella species. L'analyse est obligatoirement confiée à un laboratoire accrédité COFRAC.

6.2 Résultats et livrables

Le rapport du résultat des contrôles est transmis en version électronique au service bénéficiaire à l'origine de la commande, dans les 15 jours suivant le contrôle.

Le rapport final établi par le laboratoire d'analyses comporte notamment le rapport d'analyse intégral du laboratoire. Les résultats doivent être rendus sous couvert des agréments et des accréditations requis et sont présentés selon les modalités spécifiées dans les normes correspondantes.

Les résultats font apparaître les concentrations en Legionella pneumophila.

ARTICLE 7 – PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES (AMIANTE / PLOMB / LEGIONELLE) (BPU)

7.1 Coût horaire / demi-journée / journée – UO 1 (BPU)

En cas de besoin ponctuel, hors cadre d'une opération, le maître d'ouvrage peut faire appel au titulaire par exemple pour une expertise ou autres compléments non prévus au forfait.

Les coûts horaires, à la demi-journée ou à la journée mentionnés à cet effet dans le bordereau des prix ont pour unique objet de permettre au maître d'ouvrage de commander des prestations complémentaires, non comprises dans la mission initiale, dont le montant global est forfaitaire. Il ne peut en aucun cas s'agir de procéder à la mise à disposition de personnel, ce qui constituerait un prêt illicite de main d'œuvre interdit par les articles L. 8241-1 et L. 8241-2 du Code du travail.

7.2 Moyen d'accès pour travaux en hauteur – UO 2 (BPU)

En cas de besoin ponctuel, le titulaire précise les coûts pour des travaux supérieur à 3.5 m, coût comprenant transports, chauffeur et toutes sujétions particulières pour tout moyen de levage jusqu'à 25 m de hauteur maximale.

ARTICLE 8 – DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS, LIVRABLES ET PENALITES ASSOCIEES

Les délais de réalisation, peuvent varier en fonction de l'étendue des prestations demandées, de l'urgence éventuelle à disposer des résultats, des contraintes d'accès aux locaux et du type de prestation attendue.

Le titulaire peut être amené à intervenir sur plusieurs bons de commande pendant la même période. Il met en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de respecter les délais propres à chaque bon de commande (ou expression du besoin).

Cet article fixe, en fonction de la nature des missions, les délais au plus long des remises de livrables par le titulaire, sauf accord explicite entre le maître d'ouvrage et le titulaire mentionné dans le bon

de commande/dossier technique. Si les délais convenus sont plus courts que ceux indiqués ci-dessous, les pénalités restent identiques.

Prestations	Délais maximum	A compter de :	Pénalités associées
Prestations de prélèvement ou autre nécessitant le déplacement sur site	Délai de prise en compte de la commande avec confirmation (3 jours)	A la réception du bon de commande	200 € / jour de retard
Prestations de prélèvement ou autre nécessitant le déplacement sur site	Délai de réalisation des prélèvements (7 jours)	A la réception du bon de commande	250 € / jour de retard
Prestations urgentes	2 jours ouvrés	A la réception du bon de commande	300 € / jour de retard
Organisation de la visite de site	7 jours	A la réception du bon de commande	200 € / jour de retard Absence à la visite : 250 € / absence non justifiée
Remise des livrables (résultat des analyses)	15 jours	Fin de réalisation des opérations de relevés	250 € / jour de retard
Etiquetages et pictos conformes sur prélèvements (cf. art. 2.5)	Immédiat	Lors des prélèvements	100 € par prélèvement non identifié